



FICHE CONSEIL



RÉSEAUX SOCIAUX (les)

Depuis quelques années l'essor des moyens de communications (audio et vidéo) s'est grandement amélioré.

Dorénavant il suffit de quelques manipulations sur un téléphone portable pour diffuser un enregistrement sonore ou vidéo sur le réseau Internet.

Les clients et autres passants qui seraient dans vos locaux sont susceptibles d'utiliser leurs téléphones portables dès qu'une situation particulière se produit.

Voilà pourquoi il convient d'avoir un comportement professionnel en toutes circonstances.

Conséquences :

Lors d'un accrochage avec un client mécontent, d'une interpellation, de violence, d'un esclandre, etc.

Vous pouvez rapidement retrouver une vidéo sur internet qui bien souvent ne montre qu'une partie de cet « événement ».

Avec une déperdition commerciale et médiatique très rapide.

Chacun a le droit au respect de sa vie privée.

Si la personne est intentionnellement visée par l'enregistrement et la diffusion d'une vidéo, et qu'elle l'a refusé, celui ou celle qui l'émet peut-être poursuivi.

La principale difficulté tenant à la suppression rapide des vidéos et autres enregistrements diffusés sur les réseaux sociaux et internet.

Quand bien même une procédure civile ou pénale serait engagée, il est extrêmement difficile, voire impossible, de supprimer toute « redondance » de ces enregistrements.

Une personne pouvant aisément copier sur son ordinateur pour diffuser par la suite sur des forums privés, mails, etc.

Que Faire ?

Si vous constatez qu'une personne a intentionnellement pris en vidéo ou photo une action de vos employés, avisez là immédiatement et pendant qu'elle enregistre que vous vous opposez formellement à toute diffusion.

Vous ne pouvez pas prendre sous la contrainte l'appareil de la personne pour effacer vous-même ces enregistrements.

Mais faites bien comprendre à cette personne que toute diffusion sans accord préalable est non seulement interdite mais susceptible de faire l'objet de poursuites (civiles et pénales).

Si vous avez un système de vidéo surveillance, sauvegardez la séquence litigieuse afin de pouvoir apporter une rectification médiatique si nécessaire.

En cas de diffusion contactez le site en question (s'adresser au webmaster) afin de lui signaler que cette diffusion s'est faite sans votre accord.

Références Légales

article 9 du Code civil

Chacun a droit au respect de sa vie privée.

Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée : ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé.

article 226-1 du Code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait, au moyen d'un procédé quelconque, volontairement de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui :

1° En captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel ;

2° En fixant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé.

Lorsque les actes mentionnés au présent article ont été accomplis au vu et au su des intéressés sans qu'ils s'y soient opposés, alors qu'ils étaient en mesure de le faire, le consentement de ceux-ci est présumé.